



CIAS du 4 avril 2012

Point 3 de l'OJ

EXECUTION BUDGETAIRE 2011

Nous avons constaté à cette même période en 2011, que la consommation totale des crédits disponibles ne dépassait pas les 89% de l'enveloppe des CP et 90% des AE, (84% en CP sur les crédits votés en LFI) tout en notant une progression de 10Md'€ consommés comparée à la fin d'exercice 2009.

Nous avons convenu que cette sous consommation de 15M d'€ était trop importante, et que les causes méritaient une analyse précise si nous voulions ensemble, retrouver la voie en 2011 d'une consommation à 100% des crédits votés.

Où en sommes-nous de l'exécution du budget de l'action sociale interministérielle au titre de 2011 ?

Les crédits inscrits en loi de finances initiale étaient de 138.6M€ à comparer avec les 162.66Md'€ en AE en 2010 et de 138.3M€ en CP comparés aux 139.85Md'€ en 2010

La réserve obligatoire et le fond Etat exemplaire ont réduit de 7.2 M€ les crédits de la LFI et c'est un solde disponible de 131.44M en AE et 131.1M € en CP qui a été initialement réparti entre les divers postes de dépenses puis actualisé en cours d'exercice en fonction des besoins

Globalement le taux de consommation au 31 décembre 2011 des crédits disponibles progressent en CP. D'un taux de 89% en 2010 nous passons à 96.2% en 2011. Ce taux chute pour les AE de 91% en 2010 il passe à 84.4% en 2011 ce qui attire l'attention des organisations syndicales.

Notons que la sous consommation en CP est de 5.6M€ mais que le montant des CP consommés en 2011 = 125.48M€ pour 115.99 = en 2010 représente 9.5M€ de plus qu'en 2010 à périmètre constant.

Nous n'entrerons pas dans le détail des consommations par prestations, vous les avez à l'écran et nous n'entendons pas les commenter une à une, nous serions dans l'obligation d'avancer des propositions revendicatives que nous entendons réserver au CIAS de juin 2012

nous voulons simplement constater que l'ensemble des lignes par grande famille est en stabilisation ou en augmentation à l'exception des RIA et des logements.

Nous nous félicitons d'avoir obtenu en fin d'année les arbitrages nécessaires du ministre, réalisés des efforts dans les SRIAS et régions relayés par les collègues du bureau B9 pour aboutir à une

consommation la plus optimale possible sur les BOP locaux, 18.21M€ de réservations de Bx contre 8.45 en 2010, 6.38 M€ pour la résa de logements contre 3.92 en 2010. Ces efforts doivent se poursuivre pour équilibrer les réponses collectives aux besoins des pels avec les réponses individuelles. Toutes justifient que les moyens humains et matériels soient mis à disposition des régions immédiatement et en perspective d'une rénovation de l'action sociale répondant mieux aux besoins nouveaux des agents.

En conclusion, Si toutes les OS sont d'accord pour reconnaître que les crédits sociaux interministériels sont insuffisants pour une réponse plus commune aux besoins des agents de l'état, il est incontestable que les crédits votés étant corrélés au taux de consommation, nous sommes aujourd'hui en situation plus favorable pour aborder le PLF 2013.



4ème point à l'ordre du jour : CIAS du 4 avril 2012

PREVISION DE DEPENSES 2012

Un rappel des mouvements de crédits en 2012 avant d'en venir aux prévisions de dépenses

Après amendements et diverses mises en réserve et taxations, les crédits inscrits en PLF sont amputés de 11M€ en AE et en CP en 2012 à comparer aux 7M€ de l'an dernier.

Les crédits disponibles à la programmation sont donc de **135.33M € en AE contre 131.44 en 2011 et 137.50M€ en CP contre 131.1M€ en 2011.**

Les organisations syndicales constatent que les crédits disponibles ne répondent pas aux besoins exprimés lors du CIAS de juin 2011, ni aux besoins réels des agents dont il est à déplorer que le niveau de vie diminue plus vite que les crédits ASI n'augmentent.

Les 10M€ de crédits relatifs à la réintroduction d'une AMD aux pensionnés se réduisent avant actualisation de la prévision de dépenses à 6.4M€ soit le delta entre 131.1M€ de dispo en 2011 et 137.5 M€ en 2012.

Il faut ajouter à cette réduction des crédits disponibles comparés aux attendus, la mesure de « rabot » liée au plan de rigueur qui a touché le programme 148. Elle touche directement les crédits d'ASI puisque si les crédits disponibles ne sont « en affichage » pas réduits, les 4,24M€ du MESR qui devaient abonder nos crédits disponibles, sont en fait transférés à la formation. Les 137.5M€ de crédits disponibles devront participer du bénéfice de l'ASI aux agents des universités sans abondement en cours d'exercice. L'ensemble des OS abordera à nouveau ce sujet lors du dernier point à l'OJ.

Comptons ensemble, des 10M€ réservés au financement de l'AMD il n'en reste que 6.4 de disponibles, il faut retrancher les 4.24 qui vont être utilisés par les agents des universités, c'est-à-

dire qu'en réalité, à moins d'agir pour réduire les conséquences de ce tour de passe-passe, il ne resterait que de 2.2M€ pour financer l'AMD.

C'est pourquoi nous vous proposons **de valider une prévision de dépenses actualisées au 8 mars 2012 à 132.9M€ en AE et 141.4M€ de CP soit en CP un delta de 4M€** avec une répartition telle qu'indiquée sur le diaporama = 106.25M€ pour les prestations gérées au niveau central (les citer) et 36.28M€ gérés au niveau déconcentré (les citer)

Cela signifie qu'en CP, les 10M€ pour le financement d'AMD sont provisionnés, les crédits pour des réservations en crèches doivent permettre non seulement d'honorer les dépenses obligatoires mais de financer dans des régions qui en présentent pour la première fois de nouveaux projets.

Les OS comptent sur la levée des réserves parlementaires pour honorer aussi les demandes nouvelles en crèches et logements de toutes les régions.

La mesure de gestion liée au plan de rigueur que la DGAFP a pris entraîne les OS à formuler des propositions revendicatives qu'elles formuleront lors du dernier point à l'OJ ;